L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

Journal officiel..... $10 | payable d'avance
Du reste PAR AN..... $10 |

PAR BULLITT, MAGNE & CIE.
No. 81, RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI MATIN, 28 MARS 1843.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS.

HENRY CLAY.

AJOURNEMENT DE LA LEGISLATURE. — Les deux Chambres de la Législature se sont entendues pour fixer l'ajournement au 6 avril prochain. L'ordre du jour du corps législatif est singulièrement chargé, et nos représentans auront de la besogne pour achever les affaires qui sont encore en suspens. Le temps des longs discours est passé ; celui des affaires est venu, mais ce dernier n'est-il pas relativement bien bref?

BILL DES DISTRICTS. — Le bill pour diviser l'Etat en districts congressionnels, ce bill si équitable, adopté par la Chambre, a subi au Sénat des modifications et des amendemens tels que les locofocos auraient deux districts assurés, et les whigs un seul ; le dernier serait douteux. Cette division n'est ni juste en ce qui touche les sentimens politiques de la population, ni équitable relativement à la population. La Chambre avait bien mieux compris sa mission, en établissant un district locofoco, un whig, et deux douteux. Elle n'a pas du reste donné aux concours aux amendemens du Sénat : elle les a rejetés par une significative majorité de 28 voix contre 15. Le Sénat a maintenu ses amendemens, et un comité de conférence devra être nommé pour régler le différend.

LA MALLE a manqué hier au delà de Columbus ! Le Directeur général des Postes avait naguères exprimé l'intention de changer la direction des malles du nord, il serait vivement à souhaiter qu'il songe à la réaliser promptement cette portion. Le service des postes du côté de Charleston et de Wilmington se fait d'une façon déplorable ; c'est presque toujours entre ces points que les malles s'arrêtent. A quoi cela tient-il ? Est-ce à l'insuffisance des moyens de transport ou bien à la difficulté des routes ? Nous n'en savons rien, mais le fait est que nous n'avons pas de malle marquée au-delà de Charleston ! Il serait bien temps que quelqu'un s'occupât d'un service où ce manque est si essentiel. Jusqu'à présent nos concitoyens qui ont à souffrir de ces désappointements continuels, les ont supportés avec une patience exemplaire, mais le mal cependant est réel : il est urgent d'y remédier, et la Nouvelle-Orléans a d'incontestables droits à être aussi favorisée par l'administration des Postes que les autres grandes villes de l'Union.

THEATRE D'ORLEANS. — La compagnie des Artistes comme heureusement le sont ceux des représentations de trois dernières soirées, celle de dimanche surtout. *Robert Macaire* et le *Rossignol* ont fait, tous en somme convenance, la plus belle recette de la saison. On ne voit pas une fois tous les quarts une salle aussi compacte. Est-ce que ces épreuves si heureuses n'auront pas décidé la nouvelle direction à prolonger son séjour parmi nous ? Il n'aurait pas peut-être à s'en repentir.

M. WALLACK quitte aujourd'hui notre ville pour se rendre en Europe ; mais nous avons l'espoir de voir revenir l'un prochain cet artiste qui a su conquérir parmi nous ses sympathies si nombreuses et si chaudes.

Nous annoncions hier l'arrivée dans notre ville de Mme CH. CATTELAN, exprimo dona du Théâtre-Italien de Mexico. Cette dame a obtenu les succès les plus éclatans et les plus mérités chez nos voisins ; un dilettante qui se trouvait récemment dans notre ville et qui avait été à même d'entendre toutes les virtuoses venues dans le nouveau monde, nous a affirmé que Mme CATTELAN disputait bien loin les cantatrices qui nous ont visités jusqu'à ce jour. La présence de Mme CATTELAN est donc une bonne fortune pour notre ville, et nous sollicitons vivement que cette artiste si distinguée puisse se faire applaudir prochainement. Nous avons grand besoin d'entendre un peu de belle et bonne musique, sauf de bonnes exceptions nous n'avons pas été heureux sous ce rapport depuis le départ de Salvatori et de Mme Otter Rosa.

Le navire Frederic, arrivé hier soir, a apporté SIBRAND en cuivre, et le bourgeois donne à l'Eglise St-Patrick d'Orgues est, dit-on, le plus grand qui existe aux Etats-Unis. Il a été fait par M. Erben, de New-York. Vraiment le Vieux-Sang nous apporte des choses d'un autre univers.

Nous croyons faire plaisir à bon nombre de lecteurs en publiant le discours que M. DE MARIGNY a prononcé dernièrement à l'assemblée, convoquée par les deux Sociétés Françaises, et présidée par M. le Baron A. Roger, Consul Français, à l'effet de venir au secours des habitans de la Pointe-à-Pitre.

Messieurs,

Quelle est cet événement que celui qui vient d'accabler les habitans de la ville de la Pointe-à-Pitre, dans l'île de la Guadeloupe ! Cet événement est d'autant plus malheureux que les Français semblaient par leur position topographique et par la sagesse de leurs gouverneurs être à l'abri de tous les fléaux qui désolent le continent américain depuis plus de quinze années.

L'Amérique, du Canada au détroit de Magellan, semblait avoir été délaissée par la Providence. En Canada une révolution avait signalé un de ses premiers jours. L'arbre de la liberté avait été planté dans cette terre fertile.—L'implacable Albion l'a abattu. A sa place on a élevé l'échafauds et les Canadien ont trouvé une sanglante récompense pour prix de sa valeur et de son patriotisme ! Dans les Etats-Unis, pays riche et prospère, une crise monétaire a détruit les principes politiques, la misère a remplacé l'aisance, le riche est devenu pauvre, par le seul fait qu'il avait quelques engagemens, le pauvre est devenu, sous tous les rapports, l'égal du riche, et ne se fait qu'il était exempt de dettes. Dans la Floride, pendant plus de quinze années, l'homme rouge a combattu le blanc. La torouche indien clouait impitoyablement au poteau, qui tuait ses trophées, où il tint entendre en effet les cris déchirans de la mère, de l'enfant, de la mère et du vieillard enlevés par le scalpel. Dans le Texas, le désordre et la misère ont fait oublier tous les charmes de la liberté. Le Mexique est en proie à la guerre civile. Les Républiques de Colombie, Venezuela, Grenade s'agitent et envoyent en vain le cri de leur envoyer un second Bolivar pour apaiser leurs dissensions. La république du Pérou fait une guerre d'extermination à celle du Chili.

Au milieu de tant de calamités et de désordres, les îles Françaises jouissaient de une tranquillité parfaite; l'horizon politique tous les jours s'éclaircissait pour elles, une heureuse prospérité par tout environnait français devait indemniser les propriétaires d'usines en ruine de betteraves, dès lors toute la protection de la métropole leur était accordée; le commerce comme la marine militaire l'exigeaient. Le calme, plein de vigueur, les gerait sur toutes ses parties, les grandeurs et de prospérités. Tout-à-coup ils croyaient entendre le tonnerre ; ce tonnerre est dans les entrailles de la terre ! elle tremble de toutes parts ...elle éclate ! une ville entière qui comptait des milliers d'habitans plus que des décombres. A l'époque de la grande catastrophe du déluge on ne pouvait pas sous le poids d'un événement; dans l'affreux événement de la Pointe-à-Pitre on avait à lutter contre tous les élemens ! A l'être vivant entier, échappé du fonds des murailles qui couvraient la terre, pour manquer. Dans cette affreuse situation, il n'est pas un homme, pas une femme, pas un enfant qui n'ait perdu ce qu'il a de plus cher, ou l'habitant qui croit se sauver miraculeusement de tant de dangers en gagnant les rives de la mer, la terre s'entr'ouvre sous ses pas, la vague bondissante couvre la plage, et le malheureux trouve la mort où il croyait trouver son existence !

Au bruit de tant de désastres tous les habitans de la Guadeloupe accourent vers la Pointe-à-Pitre, à ce spectacle déchirant ils coeur se brise, l'imagination égarée ils espèrent encore que ces décombres trouveront quelques êtres vivans... Grand Dieu ! Grand Dieu ! L'enfant arraché aux entrailles de sa mère, le fer tenant la main de sa femme pour la sauver de tant de dangers, expire avec elle ; l'aîeul octogénaire porte par son fils est écrasé ! On ne reconnaît plus les cheveux blancs du vieillard, le sang en a changé la couleur ! Enfans ne trouvez pas votre mort aux pieds de vos mères ! Grand Dieu quel tableau, que de cris de douleur ! Tout-à-coup le calme renaît ; par l'effet d'un mouvement spontané cette population immense s'agenouille, les bras se lèvent vers les cieux et l'on entend ces paroles : Grand Dieu, secourez votre miséricorde, accordez votre bénédiction, et éternelle à ces malheureux de victimes !

Tant de malheurs feront bientôt cesser dans les Etats-Unis, dans ce joy d'éternelle sympathie pour les citoyens français. L'Amérenie se rappelle qu'à l'époque de la guerre qui décida de son indépendance, le sang français, mêlé au sien, ruisselait dans le même sillon ; il se rappelle ces jours de gloire pour les Washington, les Lafayette et les Rochambeau ; il se rappelle enfin que le pavillon tricolore, que le pavillon étoilé mêlé sous deux fils de la Liberté. Le peuple américain se réunit de toutes parts et vient présenter son offrande au reste des familles qui ont échappé à ce grand désastre. A la Louisiane, sur les rives de l'antique Meschacebe, où les habitans sont pleins des souvenirs qu'offrent les Lasalle et les Bienville; à la Louisiane, où l'on a conservé les usages et les mœurs de la noble et belle France, où l'on chante sa gloire, où l'on verse des larmes sur ses malheurs, le peuple a fait entendre un cri douloureux, et nous venons, Messieurs, seconder nos secours à la malheureuse population de la Pointe-à-Pitre.

La France aura bientôt les malheurs qui ont accablé ses fils dans d'outre-mer; les cloches de Notre-Dame vont sonner; la générosité et l'humanité françaises vont se faire connaître; l'œil paternel d'un des plus grands rois de cette vieille France est fixé maintenant sur l'île de la Guadeloupe; de sa royale main ses bienfaits tercevront un baume de salutaire, de sa bouche royale il leur dira : Mes enfans, comme vous j'ai été frappé dans mes affections les plus chères, j'ai perdu mon fils bien-aimé ! Soixante-dix années n'ont pu abattre mon courage : roi, j'ai la force de vivre pour faire votre bonheur; chrétien, je sais que le juste ne redoute pas la mort, et qu'il l'heure sonnée pour rendre son dernier soupir, c'est ainsi, s'élançant vers le ciel, trouve près de Dieu la récompense des souffrances qu'il a éprouvées dans ce monde.

L'Ami *des Planteurs* s'élève contre une ordonnance que vient de rendre le conseil de la corporation de Donaldsonville. Cette ordonnance défend de tuer les bœufs, cochons, moutons etc., dans la limite de la corporation. En soulevant un peu le coin du voile, dit l'*Ami des Planteurs*, nous avons vu, en partie, le but que nos législateurs au petit pied se sont proposé :

Une pauvre diable, dernièrement arrivé dans notre ville, tue et dépèce chaque jour, un mouton, ou un cochon, ou un veau, le tout pour la plus grande commodité de habitans de Donaldson. Mais voici que cette *turerie* déplait à M. un tel ou à Mme une telle, et de suite il faut une ordonnance qui va lui permettre plus de diviser au marché de la viande fraîche ou peu plus belle, peut-être un peu moins chère que celle que nous achetons journellement. Vous avouerez que tout cela est bien mesquin.

UN ORDRE DU JOUR. — Nous trouvons dans la *Gazette des Planteurs* de Plaquemine du 25 courant, l'*ordre du jour* suivant qui mérite, ce nous semble, d'être cité textuellement. Cet ordre du jour est publié éditorialement.

COMPAGNIE C. — Ayant été nommé commandant de l'armée de Plaquemine, nous désirons particulièrement voir notre compagnie s'emparer du tout autre corps du régiment, le jour du 1er avril. Camarades ! soyons tous ponctuels à cette brillante occasion ! Nettoyons tous les fusils dans Plaquemine, faisons notre toilette avec goût et trouvons-nous à la place de réunion à 10 h. avec A. M. précises. Des arrangements seront faits afin que l'année du village puisse prendre sa place dans les rangs de bataille du régiment, dans une condition fraîche et vigoureuse.

P. S. Il ne sera pas permis de substituer des canards de mais aux fusils, ni de fumer dans les rangs. Le sergent Fynn voudra bien voir à ces affaires, et rendre actif en rassemblant les hommes appartenant à l'armée.

RAPPORT OFFICIEL
DE LA
Des Délibérations du Sénat de la Louisiane.

Suite de la Séance du

SAMEDI, 25 mars 1843.

M. Sparrow dit qu'il ne peut voter en faveur de la proposition de M. Downs, parce qu'elle donnerait au district une troisième de mille voix de plus que ce que la loi du Congrès avait en vue.

M. Davidson ne sait pas comment il pourrait y avoir une telle disproportion entre les districts. Il croit que les lois requert une égalité aussi approximative que possible.

M. Downs dit que l'acte du Congrès ne prescrit pas qu'il n'y ait aucun changement, pourvu que les districts soient composés de territoires contigus.

La proposition est rejetée par neuf noq contre six oui.

M. Sparrow demande de nouveau que la section soit adoptée.

M. Downs dit qu'ils quelques autres propositions à faire qui pourront avoir l'assentiment de la majorité. Il les présentera l'une après l'autre sans discussion comme mesure d'accommodement de la part de la majorité envers la minorité. Il propose d'abord d'unir Ouest-Feliciana et la Pointe-Coupée au 2me district.

Après un court débat entre M. Davidson, Sparrow et Downs sur la mise aux voix de la proposition de ce dernier, M. Walker dit qu'il ne voit pas d'objection à séparer deux paroisses qui produisent du sucre d'un district dont le produit principal est le coton, puisque les intérêts de chaque district seraient ainsi plus homogènes.

M. Morse croit qu'il est de la plus grande importance que l'Etat soit divisé de manière qu'chaque district ait ses intérêts et sa politique bien représentés au Congrès. De plus la question de la convention est comme impliquée dans cette division, puisque l'opinion du peuple sera prise lors de l'élection des représentans au Congrès.

La perte du bill, ajoute M. Morse, serait évidemment importante mesure de la Convention. Malheureusement, la maladie de deux membres a occasionné des délais, et, aujourd'hui, il ne reste plus qu'à prendre le bill tel qu'il est ; car avec des modifications semblerait certainement la perte particulière. Si l'ajourne, il avancée, que des différences d'opinion ne manqueraient qu'à l'absence de toute mesure et au désappointement des citoyens.

M. Walker regrette que les créateurs des Attakapas soit disposés à accepter le bill avec ces injustices manifestes. Il ne doute pas de la pureté de ses motifs, cependant la session devant durer encore huit ou dix jours on n'est pas dans l'obligation de tout précipiter. Il n'y a pas d'ailleurs autant de danger à ce que passe sur de la Louisiane sacrifier la question de justice à celle de convenance.

M. Downs fait observer que le bill a pris un fâcheux aspect pour la démocratie. Que les whigs tachent de diviser l'Etat de manière à maintenir l'ascendant de leur parti, il n'en est pas surpris ; mais il a droit de s'étonner que les démocrates aident à leur effort. De ce tour, dit-il, date-t-on la prostration temporaire du parti démocratique et une série de défaites qui arrêteront ses progrès et son triomphe dans l'Etat, jusqu'à ce que ses vigueurs en se réveillant par une ligne de conduite aussi manœuvres de ses ennemis. M. Downs rappelle les triomphes récents de la démocratie et les espérances qu'ils avaient fait naître; il s'étonne qu'avec un Exécutif démocratique et une majorité nommée par les démocrates contre la démocratie, on ait pu faire un bill qu'on ne soit tenté d'entraver au point de voir le parti démembré.

M. Downs ajoute qu'il n'agit que sur cette question que dans l'intérêt seul de son parti. On a abandonné le district occidental pour qu'on le taille comme on le voudra dans l'intérêt du parti whig, et les démocrates ne sont tenté persuader par des perspectives illusoires qu'il est fait douteux qu'ils eussent aucun des leurs pour le Congrès. Mais le peuple ne ratifiera pas une division où tout est subordonné aux vues de parti. Il ne serait pas surprenant de voir les patriotes démocrates des Avoyelles et de Catahoula d'unir une majorité whig et celles de Carroll et Madison subir une semblable changement. M. Downs conclut en déclarant qu'il ne s'explique à la légère, que ses convictions lui font l'injustice d'une partielle législature.

M. Sparrow était whig, n'a pas le désir d'intervenir dans des brouilles de famille du parti opposé. Il doit cependant manifester la joie que lui causent les déclarations de M. Downs dont il apprécie beaucoup l'expérience.

Sur motion de M. Lacoste, la première section est reconsidérée et la limite de la partie de la 1ère. Mu paroisse comprise dans le premier district est fixée à la rue St. Louis.

Après diverses propositions de MM. Downs, Walker et Bossier, qui sont rejetées ou refusées par l'appel de la question préalable, on adopte jusqu'à la 4 ne section.

M. Downs demande de renvoyer le bill à un comité spécial chargé de l'examiner de même que le substitut présenté par le premier comité du Sénat.

Après quelques débats, le président décide qu'il faudrait le consentement unanime du Sénat pour appuyer cette proposition. Sur motion, on permet de la retirer et elle est rejetée par 11 non contre 6 oui.

M. Bossier propose d'ajourner l'époque des élections du 1er, district et de les fixer au mois d'août au lieu de juillet.

M. Armant demande la question préalable qui est adoptée par 12 oui contre 3 non.

La 5me section du bill étant adoptée.

M. Sparrow propose la dispense des règles et la troisième lecture.

M. Downs s'y oppose et demande la mise aux voix; résultat 12 oui et 3 non.

M. Bossier propose de s'ajourner à lundi à 10 heures—Rejeté.

L'adoption définitive du bill est mise aux voix et obtient 12 oui contre 3 non.

M. Bossier fait motion d'amender le bill en insérant les mots suivants : "et pour faire les divers districts whigs."—Rejeté.

Le bill est transmis à la Chambre des Représentans. Après quoi; le Sénat s'ajourne.

RAPPORT OFFICIEL
DE LA
CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

LUNDI, 27 mars 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement. L'appel nominal constate la présence de 33 membres.

Ordre du Jour.

L'ordre du jour est la résolution relative à l'ajournement de la Législature.

M. Courillon propose de fixer l'ajournement à lundi prochain.

M. Phelps amende cette motion en proposant jeudi en huit.

Cette proposition donne lieu à un débat. MM. Hunt et Brashear soutiennent qu'il est impossible à la Législature de clore sa session avant l'époque désignée par M. Phelps. M. Selby, de son côté, affirme que la Législature aura tout le loisir d'obéir par le décret de mercredi d'ici au jour indiqué par M. Courillon pour l'ajournement. M. Brashear répond que si la Législature omet d'adopter certains bills, elle ne fera qu'ajouter aux travaux de la prochaine session, et occasionnera peut-être à celle-ci une grande perte de temps. Il est d'avis que la Chambre se réunisse tous les matins à cinq heures, après la séance du matin, afin de prendre en considération toutes les mesures importantes dont il lui reste à s'occuper.

M. Gyden dénie que la Législature s'ajourne lundi prochain. Dès lors on peut facilement mettre à fin les affaires les plus importantes, jusqu'au que la Chambre consente à se réunir tous les soirs à cinq heures.

M. Claiborne se déclare en faveur de l'ajournement pour jeudi en huit.

L'amendement de M. Phelps prévaut par 25 voix contre 19, et la résolution est adoptée.

M. Vourhies, du comité des enrôlemens, annonce plusieurs bills et résolutions comme étant enrôlés.

M. Ogden demande à être exempté de faire partie du comité sur la question de l'abolition de la peine de mort. Sa requête lui est accordée, et M. Nichols est nommé à sa place.

M. Mouton réclame la prise en considération du bill pour créer des inspecteurs du tabac. Le Speaker fera l'accorder la dispense des règles.

M. Ratliff, du comité chargé de la requête de Louis Painsbœuf, présente un bill qui subit une 1re. lecture.

Sur motion de M. Brewer, la Chambre s'occupe des amendemens du Sénat au bill concernant le transfert des biens de certains mineurs résidant hors de l'Etat, et y donne son concours.

M. Wadsworth, du comité sur les griefs et réclamations, rapporte un acte pour venir en aide, à Jacques Babin, de Lafourche Inférieure. Le bill autorise M. Babin à tenir une boutique d'épicerie, qui ne sera sujette à aucune taxe d'Etat.

M. Wadsworth remarque que le pétitionnaire a une nombreuse famille, et qu'ayant perdu un bras, il ne possède rien qu'une petite boutique d'épiceries, dont les produits, qui devraient servir à soutenir sa famille, sont détournés pour le paiement des taxes.

L'acte est lu.

M. Winchester, du comité de conférence sur le bill des revenus, rapporte le bill tel que la Chambre et le Sénat consentent à le passer. Le greffier reçoit l'ordre de l'aller avertir le Sénat du concours de la Chambre.

M. Winchester, après dispense, présente un bill qui pourvoit à la rotribution due au shérif de St-Bernard, pour les services que cet officier a rendus dans l'affaire de l'Etat contre la compagnie du chemin de fer du Golfe du Mexique.

M. Selby propose de référer le bill à un comité.

M. Winchester dit que toutes les informations nécessaires ont déjà été recueillies.

Le bill passe après avoir été lu trois fois.

Sur motion de M. Ratliff, la Chambre s'occupe du bill qui amende les articles 630, 631 et 632 du Code de Procédure, relatifs à la vente des biens saisis.

M. Ratliff propose de rejeter le rapport du comité judiciaire, qui est défavorable au bill.

M. Brewer, après avoir modifié cette proposition, demande l'adoption du rapport.

A la lecture du rapport, M. Ratliff se lève et dit que le bill est d'une haute importance pour les intérêts agricoles. Il l'a mûri avant de le présenter à la Chambre ; il avait même soumis son projet à la plupart de ses amis. Il est bien sûr qu'aucune disposition de ce bill n'est contraire à la Constitution, que c'est le seul moyen de sauver l'Etat. Pour ce qui est de la question de constitutionnalité, il fera observer qu'à l'époque où le Code de Procédure fut promulgué, la Législature avait déjà modifié la loi sur la vente des propriétés saisies. Si la Législature a cru pouvoir agir ainsi une fois, pourquoi ne le ferait-elle pas encore ? Si la mesure était inconstitutionnelle, on y aurait objecté dès la première fois. D'ailleurs elle est devenue absolument nécessaire. Les créanciers, sous l'empire des lois actuelles, peuvent être facilement trompés, et le sont effectivement. On s'arrange de telle sorte, en procédant à la vente des biens saisis, qu'un seul créancier est payé au détriment des autres. La modification qu'il propose aura pour effet d'éviter le péril. Les biens seront vendus à leur juste valeur, et selon qu'il sera fixé par des experts nommés à cet effet, ou tera la vente ne fera à des termes raisonnables. Le juge se trouve actuellement dans une déplorable position, et c'est à peine si les plaintes parviennent aux oreilles du pauvre magistrat. Pourquoi les ruiner ainsi ? Ils ne sont incapables de payer immédiatement leurs dettes ! Le bill favorise également le créancier et le débiteur. Prenons tous les plaideurs de la Louisiane seraient ruinés, et l'on mettrait à exécution les jugemens obtenus contre eux. Le bill seul pourrait pourvoir remédier à ce triste état de choses. Que l'on se rappelle bien que ces dettes ont été contractées à une époque où l'esprit de spéculation exerçait une grande influence sur tout le pays, et où personne ne s'embarrassait qu'il n'eût l'espérance de se libérer. Il espère que la Chambre adoptera le bill. Des lois de cette nature, il le sait, sont quelquefois dangereuses mais à ce moment où tout se vend à si bas prix, elles ne peuvent que favoriser les créanciers et les débiteurs. Si l'on n'a d'aucuns but de ne pas faire droit qu'un prêt réglé par des experts, qu'on soit obligé de la faire à des termes raisonnables, il est certain questionnes les réclamations seront bientôt liquidées. M. Ratliff engage fortement les membres à soutenir le bill. Les lois les plus sages seront inutiles, si l'on ne vient en aide au débiteur. Donnez à nos campagnes le temps de respirer. Accorde au peuple un délai. Laissez à l'honnête homme le temps de se présenter l'une après l'autre sans discussion comme mesure d'accommodement de la part de la majorité envers la minorité. Il propose d'abord d'unir Ouest-Feliciana et la Pointe-Coupée au 2me district.

Après un court débat entre M. Davidson, Sparrow et Downs sur la mise aux voix de la proposition de ce dernier, M. Walker dit qu'il ne voit pas d'objection à séparer deux paroisses qui produisent du sucre d'un district dont le produit principal est le coton, puisque les intérêts de chaque district seraient ainsi plus homogènes.

M. Morse croit qu'il est de la plus grande importance que l'Etat soit divisé de manière qu'chaque district ait ses intérêts et sa politique bien représentés au Congrès. De plus la question de la convention est comme impliquée dans cette division, puisque l'opinion du peuple sera prise lors de l'élection des représentans au Congrès.

La perte du bill, ajoute M. Morse, serait évidemment l'importante mesure de la Convention. Malheureusement, la maladie de deux membres a occasionné des délais, et, aujourd'hui, il ne reste plus qu'à prendre le bill tel qu'il est ; car avec des modifications semblerait certainement la perte particulière. Si l'ajourne, il avancée, que des différences d'opinion ne manqueraient qu'à l'absence de toute mesure et au désappointement des citoyens.

M. Walker regrette que les créateurs des Attakapas soit disposés à accepter le bill avec ces injustices manifestes. Il ne doute pas de la pureté de ses motifs, cependant la session devant durer encore huit ou dix jours on n'est pas dans l'obligation de tout précipiter. Il n'y a pas d'ailleurs autant de danger à ce que passe sur de la Louisiane sacrifier la question de justice à celle de convenance.

M. Downs fait observer que le bill a pris un fâcheux aspect pour la démocratie. Que les whigs tachent de diviser l'Etat de manière à maintenir l'ascendant de leur parti, il n'en est pas surpris ; mais il a droit de s'étonner que les démocrates aident à leur effort. De ce tour, dit-il, date-t-on la prostration temporaire du parti démocratique et une série de défaites qui arrêteront ses progrès et son triomphe dans l'Etat, jusqu'à ce que ses vigueurs en se réveillant par une ligne de conduite aussi manœuvres de ses ennemis. M. Downs rappelle les triomphes récents de la démocratie et les espérances qu'ils avaient fait naître; il s'étonne qu'avec un Exécutif démocratique et une majorité nommée par les démocrates contre la démocratie, on ait pu faire un bill qu'on ne soit tenté d'entraver au point de voir le parti démembré.

M. Downs ajoute qu'il n'agit que sur cette question que dans l'intérêt seul de son parti. On a abandonné le district occidental pour qu'on le taille comme on le voudra dans l'intérêt du parti whig, et les démocrates ne sont tenté persuader par des perspectives illusoires qu'il est fait douteux qu'ils eussent aucun des leurs pour le Congrès. Mais le peuple ne ratifiera pas une division où tout est subordonné aux vues de parti. Il ne serait pas surprenant de voir les patriotes démocrates des Avoyelles et de Catahoula d'unir une majorité whig et celles de Carroll et Madison subir une semblable changement. M. Downs conclut en déclarant qu'il ne s'explique à la légère, que ses convictions lui font l'injustice d'une partielle législature.

M. Sparrow était whig, n'a pas le désir d'intervenir dans des brouilles de famille du parti opposé. Il doit cependant manifester la joie que lui causent les déclarations de M. Downs dont il apprécie beaucoup l'expérience.

Sur motion de M. Lacoste, la première section est reconsidérée et la limite de la partie de la 1ère. Mu paroisse comprise dans le premier district est fixée à la rue St. Louis.

Après diverses propositions de MM. Downs, Walker et Bossier, qui sont rejetées ou refusées par l'appel de la question préalable, on adopte jusqu'à la 4 ne section.

M. Downs demande de renvoyer le bill à un comité spécial chargé de l'examiner de même que le substitut présenté par le premier comité du Sénat.

Après quelques débats, le président décide qu'il faudrait le consentement unanime du Sénat pour appuyer cette proposition. Sur motion, on permet de la retirer et elle est rejetée par 11 non contre 6 oui.

M. Bossier propose d'ajourner l'époque des élections du 1er, district et de les fixer au mois d'août au lieu de juillet.

M. Armant demande la question préalable qui est adoptée par 12 oui contre 3 non.

La 5me section du bill étant adoptée.

M. Sparrow propose la dispense des règles et la troisième lecture.

M. Downs s'y oppose et demande la mise aux voix; résultat 12 oui et 3 non.

M. Bossier propose de s'ajourner à lundi à 10 heures—Rejeté.

L'adoption définitive du bill est mise aux voix et obtient 12 oui contre 3 non.

M. Bossier fait motion d'amender le bill en insérant les mots suivants : "et pour faire les divers districts whigs."—Rejeté.

Le bill est transmis à la Chambre des Représentans. Après quoi; le Sénat s'ajourne.

RAPPORT OFFICIEL
DE LA
CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

LUNDI, 27 mars 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement. L'appel nominal constate la présence de 33 membres.

Ordre du Jour.

L'ordre du jour est la résolution relative à l'ajournement de la Législature.

M. Courillon propose de fixer l'ajournement à lundi prochain.

M. Phelps amende cette motion en proposant jeudi en huit.

Cette proposition donne lieu à un débat. MM. Hunt et Brashear soutiennent qu'il est impossible à la Législature de clore sa session avant l'époque désignée par M. Phelps. M. Selby, de son côté, affirme que la Législature aura tout le loisir d'obéir par le décret de mercredi d'ici au jour indiqué par M. Courillon pour l'ajournement. M. Brashear répond que si la Législature omet d'adopter certains bills, elle ne fera qu'ajouter aux travaux de la prochaine session, et occasionnera peut-être à celle-ci une grande perte de temps. Il est d'avis que la Chambre se réunisse tous les matins à cinq heures, après la séance du matin, afin de prendre en considération toutes les mesures importantes dont il lui reste à s'occuper.

M. Gyden dénie que la Législature s'ajourne lundi prochain. Dès lors on peut facilement mettre à fin les affaires les plus importantes, jusqu'au que la Chambre consente à se réunir tous les soirs à cinq heures.

M. Claiborne se déclare en faveur de l'ajournement pour jeudi en huit.

L'amendement de M. Phelps prévaut par 25 voix contre 19, et la résolution est adoptée.

M. Vourhies, du comité des enrôlemens, annonce plusieurs bills et résolutions comme étant enrôlés.

M. Ogden demande à être exempté de faire partie du comité sur la question de l'abolition de la peine de mort. Sa requête lui est accordée, et M. Nichols est nommé à sa place.

M. Mouton réclame la prise en considération du bill pour créer des inspecteurs du tabac. Le Speaker fera l'accorder la dispense des règles.

M. Ratliff, du comité chargé de la requête de Louis Painsbœuf, présente un bill qui subit une 1re. lecture.

Sur motion de M. Brewer, la Chambre s'occupe des amendemens du Sénat au bill concernant le transfert des biens de certains mineurs résidant hors de l'Etat, et y donne son concours.

M. Wadsworth, du comité sur les griefs et réclamations, rapporte un acte pour venir en aide, à Jacques Babin, de Lafourche Inférieure. Le bill autorise M. Babin à tenir une boutique d'épiceries, qui ne sera sujette à aucune taxe d'Etat.

M. Wadsworth remarque que le pétitionnaire a une nombreuse famille, et qu'ayant perdu un bras, il ne possède rien qu'une petite boutique d'épiceries, dont les produits, qui devraient servir à soutenir sa famille, sont détournés pour le paiement des taxes.

L'acte est lu.

M. Winchester, du comité de conférence sur le bill des revenus, rapporte le bill tel que la Chambre et le Sénat consentent à le passer. Le greffier reçoit l'ordre de l'aller avertir le Sénat du concours de la Chambre.

M. Winchester, après dispense, présente un bill qui pourvoit à la rotribution due au shérif de St-Bernard, pour les services que cet officier a rendus dans l'affaire de l'Etat contre la compagnie du chemin de fer du Golfe du Mexique.

M. Selby propose de référer le bill à un comité.

M. Winchester dit que toutes les informations nécessaires ont déjà été recueillies.

Le bill passe après avoir été lu trois fois.

Sur motion de M. Ratliff, la Chambre s'occupe du bill qui amende les articles 630, 631 et 632 du Code de Procédure, relatifs à la vente des biens saisis.

M. Ratliff propose de rejeter le rapport du comité judiciaire, qui est défavorable au bill.

M. Brewer, après avoir modifié cette proposition, demande l'adoption du rapport.

A la lecture du rapport, M. Ratliff se lève et dit que le bill est d'une haute importance pour les intérêts agricoles. Il l'a mûri avant de le présenter à la Chambre ; il avait même soumis son projet à la plupart de ses amis. Il est bien sûr qu'aucune disposition de ce bill n'est contraire à la Constitution, que c'est le seul moyen de sauver l'Etat. Pour ce qui est de la question de constitutionnalité, il fera observer qu'à l'époque où le Code de Procédure fut promulgué, la Législature avait déjà modifié la loi sur la vente des propriétés saisies. Si la Législature a cru pouvoir agir ainsi une fois, pourquoi ne le ferait-elle pas encore ? Si la mesure était inconstitutionnelle, on y aurait objecté dès la première fois. D'ailleurs elle est devenue absolument nécessaire. Les créanciers, sous l'empire des lois actuelles, peuvent être facilement trompés, et le sont effectivement. On s'arrange de telle sorte, en procédant à la vente des biens saisis, qu'un seul créancier est payé au détriment des autres. La modification qu'il propose aura pour effet d'éviter le péril. Les biens seront vendus à leur juste valeur, et selon qu'il sera fixé par des experts nommés à cet effet, ou tera la vente ne fera à des termes raisonnables. Le juge se trouve actuellement dans une déplorable position, et c'est à peine si les plaintes parviennent aux oreilles du pauvre magistrat. Pourquoi les ruiner ainsi ? Ils ne sont incapables de payer immédiatement leurs dettes ! Le bill favorise également le créancier et le débiteur. Prenons tous les plaideurs de la Louisiane seraient ruinés, et l'on mettrait à exécution les jugemens obtenus contre eux. Le bill seul pourrait pourvoir remédier à ce triste état de choses. Que l'on se rappelle bien que ces dettes ont été contractées à une époque où l'esprit de spéculation exerçait une grande influence sur tout le pays, et où personne ne s'embarrassait qu'il n'eût l'espérance de se libérer. Il espère que la Chambre adoptera le bill. Des lois de cette nature, il le sait, sont quelquefois dangereuses mais à ce moment où tout se vend à si bas prix, elles ne peuvent que favoriser les créanciers et les débiteurs. Si l'on n'a d'aucuns but de ne pas faire droit qu'un prêt réglé par des experts, qu'on soit obligé de la faire à des termes raisonnables, il est certain questionnes les réclamations seront bientôt liquidées. M. Ratliff engage fortement les membres à soutenir le bill. Les lois les plus sages seront inutiles, si l'on ne vient en aide au débiteur. Donnez à nos campagnes le temps de respirer. Accorde au peuple un délai. Laissez à l'honnête homme le temps de se présenter l'une après l'autre sans discussion comme mesure d'accommodement de la part de la majorité envers la minorité. Il propose d'abord d'unir Ouest-Feliciana et la Pointe-Coupée au 2me district.

Après un court débat entre M. Davidson, Sparrow et Downs sur la mise aux voix de la proposition de ce dernier, M. Walker dit qu'il ne voit pas d'objection à séparer deux paroisses qui produisent du sucre d'un district dont le produit principal est le coton, puisque les intérêts de chaque district seraient ainsi plus homogènes.

M. Morse croit qu'il est de la plus grande importance que l'Etat soit divisé de manière qu'chaque district ait ses intérêts et sa politique bien représentés au Congrès. De plus la question de la convention est comme impliquée dans cette division, puisque l'opinion du peuple sera prise lors de l'élection des représentans au Congrès.

La perte du bill, ajoute M. Morse, serait évidemment l'importante mesure de la Convention. Malheureusement, la maladie de deux membres a occasionné des délais, et, aujourd'hui, il ne reste plus qu'à prendre le bill tel qu'il est ; car avec des modifications semblerait certainement la perte particulière. Si l'ajourne, il avancée, que des différences d'opinion ne manqueraient qu'à l'absence de toute mesure et au désappointement des citoyens.

M. Walker regrette que les créateurs des Attakapas soit disposés à accepter le bill avec ces injustices manifestes. Il ne doute pas de la pureté de ses motifs, cependant la session devant durer encore huit ou dix jours on n'est pas dans l'obligation de tout précipiter. Il n'y a pas d'ailleurs autant de danger à ce que passe sur de la Louisiane sacrifier la question de justice à celle de convenance.

M. Downs fait observer que le bill a pris un fâcheux aspect pour la démocratie. Que les whigs tachent de diviser l'Etat de manière à maintenir l'ascendant de leur parti, il n'en est pas surpris ; mais il a droit de s'étonner que les démocrates aident à leur effort. De ce tour, dit-il, date-t-on la prostration temporaire du parti démocratique et une série de défaites qui arrêteront ses progrès et son triomphe dans l'Etat, jusqu'à ce que ses vigueurs en se réveillant par une ligne de conduite aussi manœuvres de ses ennemis. M. Downs rappelle les triomphes récents de la démocratie et les espérances qu'ils avaient fait naître; il s'étonne qu'avec un Exécutif démocratique et une majorité nommée par les démocrates contre la démocratie, on ait pu faire un bill qu'on ne soit tenté d'entraver au point de voir le parti démembré.

M. Downs ajoute qu'il n'agit que sur cette question que dans l'intérêt seul de son parti. On a abandonné le district occidental pour qu'on le taille comme on le voudra dans l'intérêt du parti whig, et les démocrates ne sont tenté persuader par des perspectives illusoires qu'il est fait douteux qu'ils eussent aucun des leurs pour le Congrès. Mais le peuple ne ratifiera pas une division où tout est subordonné aux vues de parti. Il ne serait pas surprenant de voir les patriotes démoc